

Secrétariat général
Direction de la coordination des politiques interministérielles
Bureau des procédures environnementales

Réf : DCPI-BPE/DR

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la société VENATOR PIGMENTS FRANCE
de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2008
pour son établissement de COMINES**

Le préfet du Nord,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

Vu le code de justice administrative et notamment l'article R. 421-1 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L. 411-2 ;

Vu le décret du 17 janvier 2024 nommant Monsieur Bertrand GAUME, préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu le décret du 3 avril 2024 nommant Monsieur Guillaume AFONSO, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2008, autorisant la société HOLLIDAY PIGMENTS à augmenter ses capacités de production de pigment minéraux à COMINES ;

Vu l'arrêté préfectoral du 13 février 2025 portant délégation de signature à Monsieur Guillaume AFONSO, secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu le don acte du 27 avril 2018 concernant le changement de dénomination sociale de la société HOLLIDAY PIGMENTS devenue VENATOR PIGMENTS FRANCE ;

Vu le rapport du 30 juin 2025 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement transmis à l'exploitant par courriel du 1^{er} juillet 2025 et réceptionné le 1^{er} juillet 2025 ;

Vu le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courriel du 1^{er} juillet 2025 ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier du 10 juillet 2025 ;

Considérant ce qui suit :

1. lors de la visite d'inspection réalisée le 18 mars 2025, il est apparu que l'exploitant ne dispose pas des deux réserves d'eau incendie prescrites par l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2008. Il indique ne pas connaître précisément les besoins en eau du site en cas d'incendie ;
2. ces manquements constituent des non-conformités à l'article 7.7.4 de l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2008 susvisé ;
3. il y a lieu conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement de mettre en demeure la société VENATOR PIGMENTS FRANCE de se conformer aux prescriptions qui lui sont applicables ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1^{er} – Objet

La société VENATOR PIGMENTS FRANCE, ci-après dénommée l'exploitant, exploitant une installation de production de pigments minéraux située 203, route de Wervicq – 59660 COMINES est mise en demeure de :

- respecter les dispositions suivantes de l'article 7.7.4 de l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2008 dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 – Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé au préfet du Nord, préfet de la région Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – CS 20003 – 59039 LILLE Cedex ;
- et/ou recours hiérarchique, adressé à la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche – Grande Arche de La Défense – 92055 LA DEFENSE Cedex.

En outre et en application de l'article L. 171-11 du code de l'environnement, l'arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, il peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois suivant sa notification ou suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence de deux mois gardé par l'administration.

Le tribunal administratif de Lille peut être saisi par courrier à l'adresse : 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039, 59014 LILLE Cedex ou par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

Article 4 – Décision et notification

Le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire de COMINES ;
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de COMINES et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire ;
- l'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Nord (<http://nord.gouv.fr/icpe-industries-med-2025>) pendant une durée minimale de deux mois.

Fait à Lille, le

29 AOÛT 2025

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général adjoint

Guillaume AFONSO

